

La dette et le mur du réel



AUTEUR Stéphane Boujnah

DATE 30 septembre 2026

La France peut encore choisir entre redressement et austérité.

Les faits sont connus et documentés. Récemment, l'OCDE^①, la Cour des comptes^②, puis la mission de Xavier Jaravel, Xavier Ragot, Jean-Luc Tavernier et Natacha Valla ont établi un constat implacable sur la situation alarmante des comptes publics de la France^③. Ce texte n'ajoute rien à ces travaux qui l'inspirent. Il essaie en revanche de dégager une compréhension de notre situation qui puisse être largement partagée. À quelques mois d'une présidentielle décisive, il s'agit de proposer un chemin collectif opérationnel pour choisir le redressement maintenant et éviter de subir l'austérité bientôt. Les analyses qu'il contient sont évidemment perfectibles et peuvent être contestées, mais elles permettent d'engager un dialogue avec tous ceux qui veulent sincèrement préserver la capacité de délibération démocratique en France, pour pouvoir encore faire demain des choix collectifs.

Faire plus avec moins

Il nous faut désormais faire ensemble plus avec moins. C'est frustrant, mais c'est la réalité, et c'est cette frustration qui nourrit la colère, et souvent une forme de radicalité, chez une partie croissante de nos concitoyens.

Il nous faut faire beaucoup plus, car nous devons résoudre les problèmes d'hier et d'aujourd'hui, notamment rétablir la promesse républicaine de l'école et l'excellence de notre recherche, adapter le fonctionnement de la santé au vieillissement, garantir le fonctionnement d'une justice de plus en plus sollicitée, réinventer la cohésion des territoires et des centres-villes, moderniser des infrastructures de transport et d'énergie qui vieillissent, ou encore accompagner les transitions agricoles.

Mais nous devons aussi résoudre les problèmes d'aujourd'hui et de demain, comme l'adaptation massive au changement climatique, la défense de nos libertés sur le continent, qui requiert la construction de capacités de défense adaptées à de nouvelles menaces, le rétablissement de notre compétitivité technologique et de nos ambitions dans l'intelligence artificielle et l'informatique quantique, la réindustrialisation du pays dans un contexte de compétition sauvage avec la Chine et de tensions durables avec les États-Unis, la lutte contre la narco-criminalité qui pénètre notre société, et surtout l'adaptation à un vieillissement démographique inéluctable. Il est aisé d'oublier les réalités démographiques, car ce sont des processus lents, mais elles n'en sont pas moins massives et certaines dans leurs effets.

Il nous faut désormais faire ensemble plus avec moins.

STÉPHANE BOUJNAH

Or, il nous faut faire beaucoup plus avec beaucoup moins, car nos capacités de choix collectifs, et donc d'action publique, se réduisent. Notre pays est pourtant celui qui prélève le plus d'impôts parmi les 38 pays les plus développés de la planète, près de 44 % du PIB, c'est-à-dire de la richesse que nous créons chaque année ; et, dans ce même groupe, il est aussi celui qui consacre à la dépense publique la plus grande part du PIB, plus de 57 %. Pourquoi, alors que nous prélevons plus d'impôts et dépensons plus d'argent public que les autres, ne parvenons-nous pas à résoudre nos problèmes d'hier, d'aujourd'hui et de demain ? Parce que nous avons fait des choix collectifs, implicites ou explicites, qui créent une impasse.

Choisir le futur

Nous avons choisi ensemble le présent plutôt que l'avenir, c'est-à-dire transférer des revenus à la génération présente plutôt qu'investir pour préparer un avenir meilleur aux jeunes d'aujourd'hui et aux générations futures. Nous avons, par exemple, préféré garantir la progression des pensions de retraite plutôt que préserver nos capacités de recherche spatiale. Nous avons privilégié un généreux système d'arrêts maladie au détriment de nos capacités de recherche médicale. Nous nous sommes habitués à ce qu'un enseignant à la retraite perçoive une pension plus élevée que le traitement d'un enseignant en début de carrière.

Nous avons préféré installer progressivement une société de consommateurs plutôt que construire une nation de producteurs agiles. Nos choix de financement de la protection sociale, qui pèsent essentiellement sur les entreprises et les salariés, l'acceptation résignée d'échanges asymétriques avec la Chine, ou encore l'accoutumance à un niveau, sans équivalent sur la planète, de réglementations qui frappent les activités industrielles, disent notre préférence collective pour consommer pas cher plutôt que produire de manière compétitive.

Notre préférence pour le présent a aussi nourri une croissance faible à laquelle nous semblons nous habituer. Or notre modèle ne fonctionne durablement que si la croissance de notre économie est plus forte que celle de nos dépenses publiques. Nous nous sommes progressivement habitués à financer avec l'argent des autres des choix que nous ne pouvions plus nous payer, c'est-à-dire à emprunter l'argent que nous redistribuons. On dit souvent que les Français ne veulent pas faire de sacrifices. C'est faux : il est

un sacrifice que nous faisons collectivement, avec méthode et constance, celui de nos enfants, à qui nous laissons chaque année une dette plus lourde et un espace de délibération démocratique plus réduit pour faire leurs propres choix demain.

Notre préférence pour le présent nous a conduits à rechercher partout, et le plus souvent auprès de l'État, une protection contre les risques extérieurs. L'euro nous affranchit largement de l'angoisse de la dévaluation et de la baisse du pouvoir d'achat qu'elle entraînait. Les Français ont aussi la particularité d'être peu sensibles à la hausse des taux d'intérêt : lorsqu'ils achètent leur logement, ils empruntent à taux fixe, contrairement à la plupart des pays d'Europe où les crédits immobiliers sont à taux variable, de sorte que, en France, la hausse des taux est d'abord le problème de la banque prêteuse. Nous sommes aussi beaucoup plus abrités que les autres pays de l'inflation mondiale, grâce à de généreuses interventions publiques, à l'image du bouclier énergétique. Nous avons ainsi créé les conditions pour que beaucoup de Français pensent vivre sur une île isolée des réalités mondiales, car nous avons choisi de construire une véritable bulle pour les isoler des évolutions du monde et préserver le confort présent. Mais cette bulle est coûteuse, et elle est de plus en plus financée par nos créanciers.

Il est un sacrifice que nous faisons collectivement, avec méthode et constance, celui de nos enfants.

|

STÉPHANE BOUJNAH

L'emprunt et la dette ne sont pas, en eux-mêmes, toxiques, d'abord si leur produit est affecté à la préparation de l'avenir, ensuite si la société génère assez de ressources pour en assurer le remboursement sans transférer des charges disproportionnées aux générations futures. Ainsi, une famille emprunte à juste titre pour entreprendre des travaux d'isolation de son logement, ou pour financer la location ou l'achat d'une chambre pour un enfant qui va préparer son avenir dans une ville universitaire. Mais nous faisons collectivement exactement le contraire : nous empruntons, majoritairement au reste du monde, pour pérenniser un niveau de protection sociale que nous ne pouvons plus nous payer.

Cette situation est le produit d'un empilement de petits renoncements devenus des habitudes, où chacun a sa part de responsabilité. Les responsables politiques, qui ont souvent préféré regarder les urnes plutôt que les berceaux, et parler aux électeurs plutôt qu'aux citoyens. Mais aussi chacun d'entre nous, qui constate, sans en tirer les conséquences, que ce système de protection sociale, inventé en 1945, il y a plus de trois

générations, reposait sur des conditions économiques et démographiques qui n'existent plus. Dans dix-neuf ans, la Sécurité sociale aura un siècle, et en près d'un siècle la France et le monde ont changé. La plupart des Français se souviennent de leur enfance comme d'un temps où, le jour de Noël, les enfants qui ouvraient les cadeaux sous le sapin étaient plus nombreux que les adultes et les personnes âgées restés autour de la table ; désormais, sous le même sapin, quelques enfants devenus rares ouvrent les cadeaux sous le regard de beaucoup d'adultes et, surtout, de plus en plus de personnes âgées.

Pourquoi notre somnambulisme collectif ne peut-il plus durer, et pourquoi cette fois-ci est-ce différent ? Parce que certains problèmes, lorsqu'ils évoluent trop longtemps sans traitement, finissent par changer non de degré, mais de nature. Le traitement tardif d'un cancer qui a beaucoup évolué est plus lourd et plus incertain que le traitement précoce de la tumeur initiale. Nous y sommes. Il est tard, mais il n'est pas trop tard.

L'asphyxie qui mène à l'austérité subie

Nous sommes entrés ensemble dans un processus d'asphyxie qui s'accélère et qui peut conduire à une austérité subie.

Certains pensent que l'on peut procrastiner, que les solutions anciennes restent possibles, puisqu'il se trouve toujours des acheteurs pour la dette française et qu'il n'y a donc pas de problème à s'endetter davantage. C'est une erreur quand ceux qui le croient ignorent la réalité des faits ; c'est un mensonge quand ceux qui le disent connaissent les faits et les chiffres. Car si nous sommes probablement à l'abri d'une coupure soudaine d'oxygène, nous sommes indéniablement entrés dans un processus d'asphyxie progressive. Et le mensonge, en cette matière, est une trahison. Trahison à l'égard de nos enfants, sur qui nous faisons peser demain le poids de nos renoncements et de nos facilités d'aujourd'hui. Trahison à l'égard des salariés, à qui il est demandé de financer aujourd'hui un niveau de vie plus élevé pour les retraités, alors qu'ils savent qu'eux-mêmes n'auront pas accès aux mêmes pensions. Trahison à l'égard des retraités, qui ne comprennent pas pourquoi les règles du jeu changent, quand on ne peut plus répartir que ce que l'on produit, et que l'on ne produit plus assez.

Les faits sont cruels. Il y a deux ans, la France empruntait à dix ans à un taux certes plus élevé que l'Allemagne, mais inférieur à ceux que payaient, sur la même durée, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Aujourd'hui, la France, qui emprunte majoritairement au reste du monde, paie plus cher que tous ces pays. Pourquoi ?

D'abord, parce que le stock de notre dette augmente plus vite qu'ailleurs. La France est le troisième pays le plus endetté de la zone euro, avec plus de 120 % du PIB attendus en 2027, derrière la Grèce (130 %) et l'Italie (137 %). Mais la France est le seul pays de la zone euro à ne pas avoir fait refluer sa dette depuis la fin de la crise sanitaire. Au contraire, nous augmentons chaque année notre stock de dette d'environ 3 points de PIB, alors que les pays encore plus endettés que nous, la Grèce en particulier, réduisent le leur. Ainsi la Grèce a réduit son ratio de dette sur PIB de 146 % en 2025 à 130 % attendus en 2027. En France, la dette publique aura augmenté en 2026 de plus de 160 milliards d'euros, et nous devons à nos créanciers, à la fin de l'année, 3 620 milliards d'euros. Dans ces conditions, plusieurs rapports publics envisagent un stock de dette qui pourrait atteindre 130 % du PIB au milieu du prochain quinquennat. Il est donc à peu près certain que la France aura avant 2029 un ratio de dette sur PIB plus élevé que celui de la Grèce.

Si nous sommes probablement à l'abri d'une coupure soudaine d'oxygène,
nous sommes indéniablement entrés dans un processus d'asphyxie
progressive.

STÉPHANE BOUJNAH

Ensuite, parce que nos créanciers demandent des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour continuer à nous prêter. Le taux moyen à l'émission de la dette française s'élevait à 3,35 % en 2025, contre 1,70 % en 2022 et un taux nul, en moyenne, en 2021. La maturité moyenne de la dette française étant de 8,5 ans, il nous faut aujourd'hui refinancer, à des taux supérieurs à 4.7 %, des montants souscrits entre 0 % et 2 % qui arrivent à échéance. Ces taux n'ont aucune raison de baisser, d'abord parce que débat budgétaire de 2026 au Parlement risque d'être aussi confus et indécis qu'en 2025, ensuite parce que la perspective d'un déficit supérieur à 5 % en 2027 est désormais confirmée, pour la cinquième année consécutive, et enfin parce que se renforce la probabilité de voir deux candidats des partis de la colère qualifiés au second tour de l'élection présidentielle du printemps 2027. Par ailleurs, au-delà de la détérioration rapide de la perception que se font nos créanciers du risque français, les taux d'intérêt augmentent partout dans le monde, du fait du retour de l'inflation et de la détérioration rapide des taux de la dette publique des Etats-Unis qui fut longtemps considérée comme le « sans risques mondial ».

La combinaison de l'augmentation continue du stock de notre dette et de la hausse rapide des taux d'intérêt qu'exigent nos prêteurs conduit à une

situation où la charge de la dette aura doublé entre 2020 et 2026. Nous paierons cette année au moins 78 milliards d'euros à nos créanciers, soit environ 12 milliards d'euros de plus que l'an dernier. Ce seul surcoût est supérieur à la totalité du budget de la Justice. En théorie donc, avec le même niveau de dépense publique, nous aurions pu doubler le nombre de juges, de procureurs et de surveillants pénitentiaires si nous avions maintenu la charge de la dette à son niveau de l'année passée. En 2027, première année du prochain quinquennat, nous devons verser à nos créanciers plus de 91 milliards d'euros, c'est-à-dire plus que toutes les sommes que nous consacrons à l'éducation des enfants et des jeunes de notre pays, de l'école maternelle à la classe terminale du lycée. Le véritable coût de notre endettement incontrôlé réside donc d'abord dans le fait que nos créanciers, payés avant que nous ayons décidé quoi faire des impôts que nous collectons, en préemptent une part croissante. Pour mesurer l'ordre de grandeur de nos difficultés, il est utile de rappeler qu'une charge de la dette qui s'élève à 91 milliards d'euros, c'est une charge de la dette qui absorbe presque l'intégralité de l'impôt sur le revenu payé en 2026 par l'ensemble des personnes physiques en France. À la question fréquente de nos concitoyens, « à quoi servent mes impôts ? », nous pourrions répondre en 2027, sans contestation possible : « d'abord à payer des intérêts aux créanciers qui nous prêtent l'argent que nous redistribuons ».

Notre pays découvre le piège du surendettement, c'est-à-dire une situation où le déficit budgétaire augmente même sans décision sur des dépenses nouvelles, car la charge de la dette absorbe une part toujours croissante des prélèvements obligatoires : ce sont désormais les charges d'intérêt qui tirent principalement la croissance des dépenses publiques. Les entreprises connaissent ces situations, quand tous les efforts opérationnels pour améliorer la performance sont engloutis dans des charges financières qui finissent par les asphyxier. Les ménages surendettés les vivent aussi, quand les créanciers captent presque tous les revenus pour le paiement des dettes, intérêts et capital. Certes, l'État, lui, ne paie pour l'essentiel que des intérêts et refinance la quasi-totalité du capital. Mais nous découvrons, comme le font les entreprises surendettées et les ménages surendettés, que plus on s'endette, plus on s'appauvrit.

Mais si les taux d'intérêt exigés par nos créanciers ne dépendent pas seulement de nous, l'ampleur de nos déficits, elle, dépend de nous seuls. Pourquoi, alors, nous résignons-nous à accumuler, année après année, des rivières de dépenses publiques supplémentaires, qui alimentent des fleuves de déficits, lesquels finissent dans un estuaire ensablé et boueux d'endettement ?

Ces dernières années, les dépenses de l'État sont celles qui ont le moins progressé et qui, dans certains secteurs, ont même beaucoup baissé. Les dépenses des collectivités ont été mieux maîtrisées qu'elles ne le furent dans

le passé, même si la complexité extrême de notre administration territoriale génère des coûts qui sont aussi de potentiels gisements d'optimisation. En revanche, les dépenses sociales, au premier rang desquelles les retraites et la santé, progressent dans des proportions très supérieures à la croissance du PIB. Car nous avons collectivement décidé d'emprunter pour maintenir, et même augmenter, d'abord le niveau des retraites, puis celui des prestations de santé, parce que nous ne voulons pas renoncer à un modèle social que nous ne pouvons plus nous payer. Désormais, la protection sociale représente non seulement la très large majorité de la dépense publique, mais surtout celle qui progresse le plus vite. Pourtant, la persistance de déficits massifs de la Sécurité sociale est peu justifiable dès lors que notre économie n'est pas en bas de cycle : les dépenses sociales sont des prestations versées aux ménages qui, lorsqu'elles ne sont pas couvertes par des impôts ou des cotisations sociales, pèsent sur les générations suivantes, qui devront rembourser cette dette sociale.

Enfin, le contexte international dégradé depuis le début de l'année conduit à envisager une aggravation des déficits publics, qui pour la cinquième année consécutive seront en 2027 supérieurs à 5 % du PIB, alors que le niveau nécessaire pour stabiliser l'emballlement du stock de dette est inférieur à 3 %.

Une voie de sortie

Nous pouvons sortir ensemble de cette impasse, parce que nous l'avons fait dans le passé, et parce que d'autres pays européens l'ont fait plus récemment.

Nous l'avons fait dans le passé. En 1958, avec le général de Gaulle et le plan Pinay-Rueff. En 1983, avec le tournant de la rigueur opéré par Pierre Mauroy et Jacques Delors. Pendant la période 1997-1999 enfin, pour qualifier la France au passage à l'euro, quand l'action du gouvernement de majorité plurielle de Lionel Jospin était guidée par l'objectif de respecter les seuils de 60 % de dette et de 3 % de déficit prévus par le traité de Maastricht. Le plus souvent, nous pensions que c'était impossible, et pourtant nous l'avons fait. Face à l'ampleur de la tâche, le général de Gaulle associa au projet de redressement, au moins de juin 1958 à janvier 1959, la plupart des forces politiques du moment. En 1997, la dissolution de l'Assemblée nationale fut largement décidée pour rechercher un mandat politique fort afin d'engager le redressement nécessaire à la qualification de la France à l'euro. Les Français, avec des majorités politiques très différentes, ont su trouver dans le passé les énergies nécessaires pour rétablir nos comptes publics, alors même que beaucoup pensaient que c'était impossible.

D'autres pays européens l'ont fait plus récemment.

Le Danemark et la Suède ont mené dans les années 1990 des ajustements budgétaires spectaculaires pour réinventer totalement leur modèle social très avancé, en l'adaptant à des contraintes extérieures devenues insoutenables. Aujourd'hui, le Danemark emprunte à dix ans à 3,42 %, c'est-à-dire à un niveau plus faible que l'Allemagne (3,62 %).

L'Allemagne, tout au long de la décennie 2010, a dégagé des excédents primaires, c'est-à-dire des excédents budgétaires avant charges financières liées à la dette, qui lui ont permis de réduire de 22,3 points de PIB son ratio de dette publique entre 2010 et 2019, et d'entrer dans la période de crises sanitaire puis inflationniste du début des années 2020 avec un espace budgétaire confortable. Aujourd'hui, l'Allemagne a un niveau de dette sur PIB d'environ 64 %, alors que celui de la France atteindra l'an prochain 120 %. Les principales réformes qui ont permis ce rétablissement des comptes publics furent une réduction de l'accès à l'assurance chômage en 2003, l'allongement, décidé en 2007, de l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans à l'horizon 2031, et l'augmentation de trois points du taux normal de TVA, dont un tiers du rendement fut affecté à des réductions de cotisations sociales et deux tiers au désendettement.

L'Italie, en dépit d'une croissance faible, notamment liée à une démographie défavorable, a mené d'ambitieuses réformes depuis les années 2010 qui ont permis de stabiliser son niveau de dette élevé (137 % du PIB). En deux ans, l'Italie a ramené son déficit de 7,2 % à 3,4 %, puis à 3,1 % en 2025, avec des excédents primaires constants, ce qui a permis une hausse de sa note souveraine de BBB à BBB+. D'importants programmes de soutien public à l'investissement ont été interrompus, le marché du travail a été assoupli et le report progressif de l'âge de la retraite à 67 ans se poursuit.

La Grèce célèbre en 2026 sa troisième année consécutive d'excédents budgétaires. Le pays affiche une croissance supérieure à la moyenne européenne et un chômage en net recul. Cette situation est le fruit d'efforts immenses pour sortir de la crise de liquidité et de solvabilité du début des années 2010. L'âge de la retraite a été porté à 67 ans et les dépenses de santé de confort ont été plafonnées. La masse salariale publique a été massivement réduite. Une ambitieuse réforme territoriale, portant notamment sur la fusion des communes, a permis de générer des économies d'échelle, avec désormais 332 municipalités dans un pays de 130 000 km² et de 10,4 millions d'habitants. Mais surtout, le discours politique des équipes aux responsabilités repose sur le slogan systématiquement répété par le ministre des Finances, Kyriakos Pierrakakis : « Nous ne passerons pas la facture à la génération suivante ».

Le Portugal est passé en dix ans d'un déficit chronique à un excédent budgétaire (0,7 % du PIB en 2025, pour la troisième année consécutive).

Deux tiers du programme d'ajustement engagé depuis 2012 ont porté sur une réduction des dépenses publiques et un tiers sur une augmentation des recettes. Les dépenses publiques ont été réduites par des coupes claires dans les services de santé de confort, le gel des pensions et un relèvement de l'âge de départ à la retraite à 66 ans. Dans une perspective de relance de l'activité, le marché du travail a été flexibilisé par l'allongement du temps de travail, la suppression de quatre jours fériés et des programmes de réinsertion des chômeurs de longue durée. Un consensus politique s'est établi entre la droite et la gauche, qui ont alterné au pouvoir, autour du slogan « Plus jamais ça ». Cette convergence des forces politiques sur l'équilibre des comptes publics a permis la constance des programmes de redressement.

Une nouvelle perspective

Nous pouvons sortir ensemble de cette impasse, précisément si nous le faisons ensemble.

Nous devons, et nous pouvons, expliquer qu'il faut renoncer à certains aspects du monde d'hier que ni notre démographie, ni notre productivité, ni notre croissance ne rendent soutenables, pour réinventer notre modèle social et en préserver l'essentiel. Comment ?

Il y a d'abord des méthodes qui ne fonctionnent plus, car elles ne sont plus adaptées à l'ampleur du redressement que nous devons conduire. C'est le cas notamment des choix des vainqueurs imposés aux vaincus pendant l'été qui suit l'élection présidentielle, sans effort d'inclusion de ceux qui ne pensent pas comme les vainqueurs.

Il nous faut donc inventer une délibération collective, respectueuse des convictions de chacun, mais exigeante et lucide face aux réalités. C'est une délibération qui permet de faire des choix sans avoir l'impression de subir des sacrifices. Elle est possible, car il y a dans toutes les forces politiques du pays des hommes et des femmes prêts à agir en responsabilité. Cela peut paraître naïf à certains, mais aucun effort de redressement, à l'échelle de ce que nous devons accomplir, ne sera possible sans construire une coalition de projet qui devra réunir « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas »^④.

Cette inclusion, sinon de tous, du moins de beaucoup, est nécessaire, car le redressement exigera un effort constant pendant plus de cinq ans. Aucun redressement n'est possible sans une trajectoire pluriannuelle, crédible, réaliste et volontaire. Il faut donc construire dans la durée une forme, sinon de consensus, du moins d'accord sur un projet de redressement qui dépasse

les limites partisans traditionnelles. Pour que l'effort soit durable, ses prémisses doivent être largement partagées.

Comment construire ce rassemblement autour d'une ambition collective de redressement ?

Pour réaliser un redressement choisi, il y a trois solutions : augmenter les prélèvements, réduire les dépenses publiques et augmenter la croissance, en augmentant la productivité et la quantité de travail. La facilité pavlovienne a consisté, pour chaque force politique, à vouloir concentrer l'effort sur l'un seulement des trois leviers. La réalité implacable est que nous devons agir sur les trois leviers, pour deux raisons. D'abord parce que l'ampleur du redressement nécessaire ne permet pas d'atteindre l'objectif avec un seul levier. Ensuite, et surtout, parce que l'adhésion collective à un effort partagé nécessite précisément que les efforts soient partagés.

Premier levier : augmenter les prélèvements, qui est la solution française par défaut dans ce type de circonstances. Ainsi, en 2025, la réduction du déficit fut exclusivement imputable à des hausses d'impôts, principalement sur les grandes entreprises et sur les ménages les plus aisés. C'est encore le cas en 2026. Mais nous devons commencer l'exercice de redressement avec le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé de la zone euro, et même des 38 pays de l'OCDE. Il nous faudra donc délibérer ensemble des impôts supplémentaires qui auraient le moins d'impact sur notre productivité et notre croissance. Les impôts qui touchent les successions sont sans doute les moins toxiques à ce titre. Sans doute aussi devons-nous augmenter la TVA de 2 ou 3 points, comme l'ont fait tous les pays européens qui ont conduit des programmes ambitieux de redressement, mais surtout parce que, dans notre pays où les déficits commerciaux se creusent, la TVA est en réalité le seul moyen de faire contribuer aux charges communes la consommation de produits importés. Beaucoup objecteront que la TVA frappe de manière disproportionnée les ménages les plus modestes, qui consacrent l'intégralité de leurs revenus à la consommation, alors que les ménages les plus aisés épargnent beaucoup et consomment une part plus faible de leurs revenus. C'est pourquoi, comme l'ont fait les Allemands, il faudra sans doute affecter une partie de cette augmentation de la TVA à la réduction du coût du travail, en rapprochant le salaire brut du salaire net par une réduction des cotisations sociales qui pèsent essentiellement sur le travail. Choisir le travail et la production plutôt que la consommation nous obligera à augmenter la TVA pour permettre à ceux qui travaillent de gagner plus, avant de consommer moins cher. De même, alléger la pression fiscale et sociale supportée principalement par le travail nécessitera sans doute de solliciter les épargnants en augmentant la CSG.

Deuxième levier : réduire la dépense sera la nouvelle priorité. Car là aussi, nous commencerons l'exercice avec 57 % du PIB consacrés à la dépense

publique. Il nous faudra délibérer ensemble de la manière la plus efficace de remodeler l'empilement de nos collectivités locales, héritage d'une structure administrative fixée il y a plus de deux siècles et massivement alourdie depuis cinquante ans, que nous ne pouvons plus nous payer. Nous devons délibérer ensemble des interventions publiques que, là aussi, nous ne pouvons plus nous payer, et qui devront être abandonnées, soit définitivement, soit jusqu'à ce que nos comptes publics soient revenus à l'équilibre. Nous devons aussi délibérer ensemble pour distinguer ce qui est nécessaire, en matière de santé, et doit être renforcé, de ce qui doit désormais relever des dépenses personnelles de confort, car le système actuel n'est pas soutenable. Nous devons délibérer ensemble de la période pendant laquelle la plupart des pensions de retraite cesseront d'augmenter, puisque l'INSEE a montré l'an dernier que la quasi-totalité de l'augmentation des pensions était affectée à l'épargne.

Troisième levier : augmenter le potentiel de croissance, c'est-à-dire augmenter la compétitivité de notre économie et la quantité de travail. Toute augmentation des impôts et toute réduction significative des dépenses portent à court terme des risques de récession. C'est pourquoi tout programme de redressement devra déployer des mesures permettant d'accroître la compétitivité des entreprises et les investissements dans le capital humain, ainsi que dans les mutations technologiques en cours. Il faudra aussi délibérer ensemble des conditions dans lesquelles nous devons tous travailler plus d'heures, plus de journées et plus d'années. Car, dans la durée, seul le rétablissement d'une croissance forte, reposant sur une productivité accrue et une compétitivité retrouvée, pourra rendre soutenable notre système social.

Accepter un peu de sueur maintenant pour éviter beaucoup de sang et beaucoup de larmes plus tard.

STÉPHANE BOUJNAH

La seule manière de rendre l'effort de redressement collectif acceptable par tous, et supportable par chacun, est d'agir sur les trois leviers en même temps. Nous devons expliciter le sens de ces efforts collectifs dont les premiers bénéficiaires seront nos enfants. Nous devons aussi dire que ces efforts ne visent pas à mettre fin à un système de solidarités et d'interventions publiques pour changer de civilisation, mais plutôt à suspendre, pendant le nombre d'années nécessaires, les dépenses et les interventions publiques les moins prioritaires, jusqu'à ce que nous ayons repris le contrôle de notre endettement. Les entreprises, avec les clauses de

« retour à meilleure fortune » connaissent ces situations. Les ménages également quand ils renoncent à certaines dépenses de confort pendant quelques années difficiles. Ce redressement choisi doit être voulu comme un projet collectif positif pour reprendre le contrôle de notre avenir, et pas subi comme un moment d'expiation douloureuse des péchés du passé.

La construction d'une forme d'accord assez large, reposant sur la mobilisation de ces trois leviers, est nécessaire pour rétablir la crédibilité de nos engagements européens. Depuis de nombreuses années, la France ne respecte pas les engagements de rétablissement de ses comptes publics souscrits auprès de nos partenaires européens qui ont mis en commun leur monnaie avec nous. Personne ne peut raisonnablement penser que les pays d'Europe qui travaillent plus d'heures par an que nous, qui partent à la retraite à 67 ans et où les pensions de retraite ne sont pas indexées, vont se cotiser pour nous aider à vivre sans faire les efforts qu'eux ont faits et que nous ne voulons pas faire. Nous ne convaincrions personne de nous aider sans changer nos habitudes.

L'immense majorité des Français est certainement disposée à éviter l'austérité subie, et prête à accepter un peu de sueur maintenant pour éviter beaucoup de sang et beaucoup de larmes plus tard. Car la majorité des Français préfère rester maîtres de leur destin dans un cadre démocratique plutôt que se résigner à voir des décisions nécessaires imposées par nos créanciers. Le taux d'épargne dans notre pays, très élevé et croissant, en est le signe : en épargnant pour des jours sombres, les Français montrent qu'ils considèrent que le système actuel n'est plus soutenable, et qu'ils sont beaucoup plus prêts à entendre la vérité et à entrer dans un redressement où les efforts seront véritablement partagés.

Nous pouvons le faire, non seulement parce que nous devons le faire, mais surtout parce que nous l'avons déjà fait, et parce que d'autres l'ont fait. Encore faut-il le faire ensemble et en confiance.

Puisque nous pouvons le faire, faisons-le.

SOURCES

- ① OCDE, Études économiques de l'OCDE : France 2026, Éditions OCDE, Paris, juin 2026. ↑
- ② Cour des comptes, La situation et les perspectives des finances publiques, juin 2026. ↑
- ③ Xavier Jaravel, Xavier Ragot, Jean-Luc Tavernier et Natacha Valla, Mission sur la transparence des finances publiques, rapport remis au Gouvernement avec l'appui de l'Inspection générale des finances, juillet 2026. ↑
- ④ La Rose et le Réséda ↑